

Croissance économique

# Les régions périphériques se rattrapent

La croissance économique au Maroc profite davantage aux régions périphériques qui bénéficient d'un élan de rattrapage comparativement à celles du centre du pays. C'est ce qui ressort d'une nouvelle étude de la DEPF qui conclut également que la croissance économique régionale est plus fortement liée aux effets propres régionaux qu'à l'effet structurel sectoriel.

**B**onne nouvelle pour la répartition régionale de la croissance économique au Maroc. Celle-ci tend de plus en plus à bénéficier aux régions périphériques par rapport à celles se trouvant au centre du pays. C'est ce qui ressort d'une nouvelle étude sur le profil de la croissance économique des régions élaborée et rendue publique, hier, par la Direction des études et des prévisions financières (DEPF). Celle-ci relève, en effet, une «dynamique de croissance différenciée des régions avec une étendue spatiale de l'intensité de cette croissance qui s'étale de façon ascendante des régions centrales vers les régions périphériques dans un élan de

rattrapage». En effet, expliquent les auteurs de cette étude, quatre régions centrales représentant 59% du PIB national ont évolué à un rythme en dessous de la moyenne nationale sur la période 2001-2014 (4,4%). Il s'agit de Fès-Meknès (+3,5%), Béni Mellal-Khénifra (+4,1%), Casablanca-Settat (+4,1%) et Rabat-Salé-Kénitra (+4,3%). Parmi les autres principales conclusions de l'étude, la résilience de l'économie nationale à la crise économique de 2008 s'est traduite d'une manière différenciée au niveau territorial avec «une divergence de croissance plus accentuée sans pour autant causer une récession dans une région particulière». L'étude conclut

## Du soutien approprié aux régions pour réduire les disparités

Le soutien approprié aux régions serait de nature à réduire les disparités inhérentes aux différences de cadence de la croissance économique, concluent les auteurs de l'étude de la DEPF sur le profil de la croissance économique des régions. Ainsi, expliquent-ils, l'écart entre les extrêmes en termes de PIB réel par habitant s'est accentué, allant de 2,2 fois en 2001 (entre Laâyoune-Sakia Al Hamra et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma) à 3,1 fois en 2014 (entre Laâyoune-Sakia Al Hamra et Fès-Meknès). Ceci malgré une «amélioration notable» pour toutes les régions. En effet, indique le document, mis à part les grandes régions contributrices au PIB (Casablanca-Settat, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et Souss-Massa),

toutes les régions ont réduit l'écart de leur PIB réel par habitant par rapport à la moyenne nationale «dans un élan de rattrapage». Ainsi, note la DEPF, certaines régions ayant des PIB réels par habitant relativement faibles ont eu un comportement de croissance analogue à celui des pays les moins développés et pour lesquels l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable (ODD) a fixé une croissance d'au moins 7% par an. Il s'agit, notamment, de Drâa-Tafilalet, Guelmim-Oued Noun et Béni Mellal-Khénifra avec respectivement +4, +3,8 et +3,4% sur la période 2001-2014. Laâyoune-Sakia Al Hamra a la particularité de rallier un PIB réel par habitant élevé maintenu par une croissance également élevée.



Durant la période 2007-2014, trois régions ont pu maintenir leurs croissances au-dessus de la moyenne nationale, à savoir Dakhla-Oued Eddahab, Laâyoune-Sakia Al Hamra et Souss-Massa.

également que la croissance économique régionale est plus fortement liée aux effets propres régionaux qu'à l'effet structurel sectoriel.

Ainsi, relève la DEPF, durant la période 2007-2014, trois régions ont pu maintenir leurs croissances au-dessus de la moyenne nationale, à savoir Dakhla-Oued Eddahab, Laâyoune-Sakia Al Hamra et Souss-Massa. Ainsi, Dakhla-Oued Eddahab a enregistré une croissance supérieure à celle nationale de 4,9 points en 2011-2014 et 5,6 points en 2007-2010. De même, la croissance dans la région de Laâyoune-Sakia Al Hamra a été supérieure à celle nationale de 4,5 points en 2011-2014 et 3,9 points en 2007-2010. Cette évolution s'explique, note l'étude, par les investissements publics consentis dans les régions du sud pour en faire des régions compétitives sur le plan national.

Idem pour Souss-Massa qui a enregistré une croissance régionale supérieure à celle nationale de 2,7 points en 2011-2014 et 0,3 point en 2007-2010. Ce rattrapage revient au redressement de l'effet régional propre qui n'était pas favorable en période de crise. Par contre, l'effet de la structure sectorielle s'est rétracté compte tenu de l'atonie du secteur touristique et la décélération du secteur agricole, note la DEPF. Par contre, Marrakech-Safi et Drâa-Tafila-

let ont affiché des croissances au-dessous de la moyenne nationale durant les deux sous-périodes, mais à des niveaux «soutenables» (respectivement -1,2 et -0,1 points en 2011-2014, et -0,2 et -0,1 points en 2007-2010). Pour ce qui est de Fès-Meknès, elle a réalisé l'écart le plus important en termes de croissance économique par rapport à la moyenne nationale (-3,9 points en 2011-2014). Casablanca-Settat s'est retrouvée dans la même situation en 2011-2014, mais à un degré moins intense (-1,2 point lié à l'effet régional propre (-0,9).

Béni Mellal-Khénifra est également dans la même configuration en 2011-2014 (-0,7 point lié à l'effet sectoriel (-0,4) et à l'effet régional propre (-0,3)). La région de Rabat-Salé-Kénitra a pu se sortir de cette situation en réalisant le rattrapage le plus important entre les deux périodes (+3,2 points en 2011-2014 contre -1,6 en 2007-2010), et ce, en profitant de ses propres ressources. Tanger-Tétouan-Al Hoceïma a aussi réussi à rattraper la moyenne nationale en 2011-2014 alors que la période de crise en Europe 2007-2010 lui a été «particulièrement défavorable» (-1,4 point compte tenu des liens de son système productif aux donneurs d'ordres européens), et ce, en améliorant son attractivité, indique l'étude. ■